

Document

L'Inde justifie son déficit budgétaire par la relance. (08.07)

Le Monde – 07.07

L'indice Sensex de la Bourse de Bombay a brutalement fléchi de 6 % à l'issue de la présentation, lundi 6 juillet, par Pranab Mukherjee, le ministre indien des finances, d'un budget 2009-2010 finançant la relance par un lourd déficit.

Alors que l'Inde subit le contrecoup de la crise mondiale, le gouvernement de New Delhi, dirigé par un Parti du Congrès (centre gauche) récemment relégitimé par les urnes, a préféré stimuler la croissance en relevant la dépense publique de manière spectaculaire plutôt que d'engager les réformes structurelles attendues par les milieux d'affaires.

Les dépenses de l'Etat vont augmenter de 36 %, soit un bond sans précédent depuis l'indépendance de 1947. Le déficit budgétaire va s'alourdir à 6,8 % du produit intérieur brut (PIB), contre 6,2 % l'année précédente.

Le gouvernement espère ainsi endiguer l'impact des turbulences mondiales qui ont imposé un ralentissement de la croissance indienne à 6,7 %, contre la fourchette comprise entre 8 % et 9 % atteinte ces dernières années. La chute des exportations et l'apparition de la déflation ont récemment illustré l'exposition de l'Inde aux chocs externes, même si celle-ci est tempérée par un régime de croissance fondé avant tout sur la demande intérieure. M. Mukherjee espère renouer avec un taux de 9 % *"au plus vite"*. (je n'ai pas encore vu la couleur de la « déflation », mais plutôt le contraire – Lutte de classe)

La dépense publique va être canalisée dans deux directions. En premier lieu, l'Etat va lancer un ambitieux programme d'investissements dans les infrastructures, un secteur dont la vétusté coûterait, selon des estimations officielles, 2 points à la croissance indienne. Autoroutes, réseaux ferroviaires, distribution de l'énergie, voirie en milieu urbain et système de drainage, vital dans un pays durement frappé par la mousson, vont être modernisés. (un euphémisme ! – Lutte de classe)

En parallèle, l'Etat va poursuivre sa politique sociale volontariste, dans les milieux ruraux notamment, qui lui ont valu un soutien populaire ayant contribué à la victoire du Parti du Congrès aux élections législatives de mai. *"C'est un budget orienté vers le développement rural"*, a résumé le premier ministre, Manmohan Singh. Une des mesures emblématiques de ce volet social est l'engagement à garantir aux familles les plus pauvres 25 kg par mois de riz ou farine à un prix modique (4 centimes d'euros le kg). (en réalité le Parti du Congrès a largement acheté cette « victoire » ! – lutte de classe)

Si les milieux d'affaires s'attendaient à ce volet social ambitieux, ils ont été déçus de constater que le gouvernement a préféré assumer le creusement du déficit budgétaire plutôt que d'essayer de le combler en déréglementant le secteur public.

Leur surprise a été d'autant plus vive que le gouvernement de M. Singh n'est plus dépendant, comme il l'était durant la législature précédente, du soutien parlementaire du Parti communiste (CPI-M). De 2004 à 2009, le CPI-M n'a cessé en effet de brider la volonté réformatrice de M. Singh, notamment sur ses projets de privatisation partielle des secteurs des banques, de l'assurance et des fonds de pension.

Si la crise mondiale a ensuite quelque peu douché la ferveur des apôtres de la dérégulation, en Inde comme ailleurs, les milieux d'affaires indiens espéraient néanmoins que le Parti du Congrès mettrait à profit sa liberté retrouvée pour réactiver l'esprit de la réforme, afficher un credo libéral. M. Mukherjee a certes évoqué la perspective d'une ouverture à terme au secteur privé du capital de certaines entreprises publiques. Mais il est resté plus qu'évasif, se gardant bien d'entrer dans le détail ou de fixer un calendrier. La Bourse de Bombay n'a pas apprécié et a tenu à marquer son déplaisir.